




Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8298>

Que reste-t-il de la révolution bolivarienne ?

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 01.2017 - Journal des Alternatives. Vol.8 - No.06, juin 2017 -



Date de mise en ligne : jeudi 1er juin 2017

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Depuis le mois d'avril, le Venezuela vit une nouvelle vague de protestations contre le gouvernement chaviste, maintenant dirigé par le président Nicolas Maduro. Deux décisions du tribunal suprême de justice sont à la source de cette dernière crise qui révèle de lourdes tensions du régime. Par ces décisions, le tribunal confirmait sa condamnation de l'Assemblée nationale pour outrage pour avoir confirmé des élus dont l'élection était jugée irrégulière, décision qui a dépouillé l'instance législative de ses pouvoirs depuis le début 2016. Le tribunal franchissait un pas de plus à la fin mars 2017 en s'autorisant à exercer lui-même les pouvoirs de l'Assemblée, notamment pour entériner des contrats permettant la création d'entreprises mixtes publiques-privées dans le secteur de l'extraction des ressources non renouvelables.

Cette décision d'un tribunal composé de juges nommés par le régime contre une Assemblée dominée par l'opposition a suscité une vague d'opposition touchant même les rangs du régime. Elle a forcé le gouvernement à demander à la cour de faire marche arrière. Sur fond de crise économique majeure, cette crise politique a mené le gouvernement, le premier mai dernier, à convoquer une nouvelle assemblée constituante.

Que reste-t-il des espoirs que suscitait la révolution bolivarienne au lendemain de l'assemblée constituante de 1998 ?

Une révolution démocratique ?

Le caractère démocratique des transformations institutionnelles initiées par Hugo Chávez à la fin des années 1990 a souvent été souligné. Il ne s'agissait pas d'une prise de pouvoir par la force, mais d'une victoire électorale qui a été suivie par l'élection d'une assemblée constituante dont le résultat a été entériné par référendum. Cette nouvelle constitution contient des dispositions élargissant les pratiques démocratiques par l'inclusion de référendums d'initiative populaire pour adopter des lois ou destituer des élus.

Au fil des ans, ces mesures ont entraîné la multiplication des élections et des référendums, presque tous remportés par les partisans du chavisme. Dans les limites qui sont celles d'une démocratie électorale représentative, le gouvernement chaviste avait ainsi gagné une légitimité certaine.

Cette légitimité démocratique a été mise à mal par l'attitude du gouvernement et du pouvoir judiciaire face à l'écrasante victoire de la coalition d'opposition MUD lors des législatives de la fin 2015. En remportant tout juste au-dessus des deux tiers des sièges, les partis d'opposition gagnaient des pouvoirs importants, dont ceux d'amender la constitution et de révoquer le vice-président, des ministres ou des juges du tribunal suprême de justice. Pour parer à une telle éventualité, les pouvoirs électoraux et judiciaires ont accusé trois députés d'avoir obtenu une victoire frauduleuse, faisant passer le nombre d'opposants tout juste sous le seuil des deux tiers.

Afin de défendre leur majorité des deux tiers, les opposants élus ont adopté début 2016 une résolution pour entériner l'élection des trois députés accusés de fraude. Il n'en fallait pas plus pour que le tribunal suprême de justice déclare l'Assemblée en situation d'outrage à la justice, la dépouillant du même coup de ses pouvoirs.

Les exemples du genre se sont depuis multipliés. Alors que les opposants récoltaient les centaines de milliers de signatures nécessaires pour demander un référendum révocatoire de la présidence, les pouvoirs électoraux et judiciaires, nommés alors que les chavistes étaient majoritaires à l'Assemblée nationale, ont trouvé des arguments pour empêcher la tenue d'un tel référendum. Plus récemment, les élections pour les gouverneurs d'état et les maires étaient aussi reportées.

Même le projet d'assemblée constituante a soulevé des doutes. Contrairement à celle de 1998, où tous les délégué-e-s étaient élu-e-s par circonscription électorale, celle annoncée récemment par Maduro sera au tiers corporatiste, avec 176 des 540 membres représentant des organisations issues de 8 secteurs identifiés par le gouvernement (travailleurs, paysans et pêcheurs, étudiants, personnes handicapées, peuples autochtones, pensionnés de l'État, entrepreneurs, membres des conseils communaux).

En résumé, le gouvernement a érodé l'assise électorale de sa légitimité au cours de la dernière année.

Socialisation des ressources ?

La récupération d'une meilleure rente pétrolière pour financer des programmes sociaux et soutenir une diversification de l'économie est un autre aspect souvent souligné au cours des premières années du gouvernement Chávez. Cette rente et la récupération du contrôle gouvernemental sur l'entreprise d'État du secteur ont longtemps alimenté des programmes de redistribution qui ont permis des gains notables en matière de santé, d'accès à l'éducation et de réduction de la pauvreté.

La réaction des élites économiques a cependant été négative, et les investissements privés et les exportations non pétrolières ont grandement diminués. La centralité de la production du pétrole pour l'économie nationale s'est ainsi accrue, atteignant plus de 90 % des exportations. Ayant le contrôle des exportations pétrolières, l'État est devenu quasiment le seul accès aux devises étrangères qu'il distribuait à taux préférentiel sur la base de décisions bureaucratiques ou politiques. Cette pratique a créé une dynamique économique où les profits réalisés par l'accès aux devises à taux préférentiel pour l'importation sont beaucoup plus importants et sûrs que les profits tirés d'investissements dans la production. La compétition économique s'est donc déplacée de plus en plus vers l'importation, l'accès aux devises et la spéculation monétaire, rendant l'économie d'autant plus susceptible et vulnérable à l'inflation.

La récente chute des prix du brut a non seulement grevé la capacité du régime de soutenir ses programmes sociaux, mais elle a également haussé l'inflation, causant une crise économique grave qui se manifeste par des pénuries d'aliments et de médicaments qui tissent la trame de fond de la crise politique actuelle.

La solution économique du gouvernement, en plus de la distribution directe d'aliments subventionnés par le biais de comités locaux d'approvisionnement (CLAP), a été d'ouvrir près de 12 % du territoire national à un régime de concessions pour l'exploitation minière, espérant ainsi augmenter l'accès aux devises par une diversification des ressources extractives exportées. Par ce projet baptisé Arc Minier de l'Orénoque, le gouvernement cherche à résoudre les problèmes causés par l'extractivisme par plus d'extractivisme, même au prix d'une participation accrue d'entreprises privées dans le processus.

Conclusion

Les crises actuelles illustrent qu'il reste bien peu des avancées et promesses de la révolution bolivarienne en termes de démocratie et de meilleure utilisation des revenus issus de l'étatisation des ressources non renouvelables. En effet, le tribunal s'est arrogé les pouvoirs législatifs afin de contourner la loi qui oblige à consulter l'Assemblée nationale sur les contrats à des entreprises privées qui s'engagent dans l'extension d'activités extractives.

Les États-Unis annonçaient récemment des sanctions économiques contre les juges du tribunal suprême de justice du Venezuela. Une telle décision aura pour effet d'alimenter la rhétorique chaviste qui accuse les opposants de chercher à faire un coup d'État avec l'aide de l'empire américain.

Que reste-t-il de la révolution bolivarienne ?

En réponse au chavisme, qui peine à surmonter ses contradictions, la principale coalition d'opposition appuie des manifestations qui ont dégénéré en une rare violence. Peu encline au dialogue dans les formules offertes par le gouvernement, elle propose si elle est élue, de poursuivre l'extractivisme tout en libéralisant l'économie.